

Biodiversité A Strasbourg, un débat a posé la question du retour du carnivore dans les Vosges. Mais pas de réponse miracle pour une cohabitation sans nuage avec le pastoralisme local

Le casse-tête du loup vosgien

Strasbourg. Côté alsacien comme côté lorrain, l'implantation permanente du loup gris dans les Vosges depuis 2 ans soulève nombre de questions et bien entendu de polémiques. Quelques semaines avant la mise en œuvre effective du 6^e Plan loup national, l'antenne alsacienne du Saint-Hubert club de France en partenariat avec le Forum Carolus a eu la bonne idée d'organiser un débat contradictoire sur ce sujet brûlot vendredi dernier en soirée au Palais du Rhin à Strasbourg.

Preuve que le sujet interpelle, la salle retenue s'est très vite avérée trop petite pour accueillir le nombreux public. Celui-ci n'a pas été déçu puisque toutes les sensibilités étaient représentées dont Jean-Yves Poirot, cet éleveur de moutons installé à La Bresse qui a été victime de plusieurs attaques ces deux dernières années. Face à des intervenants plutôt favorables au carnivore, y compris le monde de la chasse, l'agriculteur vosgien a été le seul à manifester son « désarroi » et déplorer « l'absence de solution » pour protéger son cheptel. « Dans les Vosges, on a construit un modèle agricole pour répondre à la désertification de l'espace rural. J'ai donc défriché 50 ha sur les 200 ha de ma ferme pour ouvrir des parcs et utiliser l'herbe au mieux.

Pour le mouton, l'herbe c'est de l'or... J'ai posé des clôtures, acheté un chien Patou de protection qu'il faut nourrir, soit 3.300 euros par an, payé des pancartes pour avertir les promeneurs. Tout cet argent de ma poche pour



■ La photo devenue célèbre du mâle pris l'été 2011 au col du Bonhomme dans les Vosges.

Photo DR

quel résultat ? », soupire l'exploitant qui appréhende le printemps et les possibles naissances de louveteaux en avril/mai, évolution naturelle du couple fixé dans son secteur.

Défi sociétal

Cette inquiétude, Alain Monnier l'a vécue à chaud durant son enquête. Inspecteur général au Conseil de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, il est l'un des deux auteurs du rapport qui sert de matrice au 6^e plan loup. « On est à un tournant. Tous les élus que nous avons rencontrés sont remontés contre le prédateur. Ils dénoncent surtout les dépenses engagées pour préserver les troupeaux et se demandent où elles vont s'arrêter ». Certes, l'Union européenne qui suit de très

près le dossier (Canis lupus est protégé par la Convention de Berne et la Directive Habitats) considère le dispositif français « satisfaisant », mais à quel prix ! Exponentiel, le volume des indemnisations et des équipements de riposte alimente un tonneau des Danaïdes.

« 10 millions d'euros en 2012 », rappelle Alain Monnier. Chiffre à comparer toutefois « aux 30 millions d'euros annuels que coûte l'explosion des effectifs de sangliers aux fédérations de chasse... » souligne non sans malice le spécialiste alsacien Thomas Pfeiffer. L'une des préconisations d'Alain Monnier pour le prochain Plan est donc d'assouplir le recours aux tirs de défense. Mais l'option est farouchement critiquée par les amis du carnivore. « Le

retour du loup est d'abord un défi pour nos sociétés urbanisées », estime l'écologiste Antoine Waechter, « sa présence nous interpelle sur notre gestion de l'espace ». Autrement dit quelle place doit-on accorder à cet animal opportuniste et malin dont la population française atteint désormais 250 individus ? Une dimension culturelle, écotouristique, comme en Italie, en Slovénie et Allemagne, pays concerné aujourd'hui par plus de 150 loups venus de l'Est ?

A Strasbourg l'autre soir, personne n'avait de solution miracle, sinon « que la collectivité doit payer les agriculteurs au juste prix », a indiqué Gérard Lang, patron des chasseurs du Bas-Rhin. Pas de quoi vraiment rassurer l'éleveur vosgien.

Patrice COSTA